

SYNDICALISTES PAS VOYOUS !

Pour la première fois depuis un demi-siècle, un gouvernement a demandé que soit requis des peines de prison ferme contre des syndicalistes pour avoir participé avec les salariés à des actions en vue d'empêcher la fermeture de leur usine.

Alors qu'il y a eu abandon de toutes les procédures judiciaires de la part du patronat de cette entreprise à l'encontre des militants CGT, le gouvernement via son procureur a décidé de continuer les poursuites.

Par ce choix délibéré, Le gouvernement affiche sa volonté de mettre la justice et les forces de polices au service des grands groupes pour briser toute résistance à la destruction des emplois et de l'industrie.

En même temps qu'ils préparent la suppression dans quelques mois de plus 1000 articles du Code du travail, Hollande, Valls et Macron ont décidé de déclencher une répression sans précédent contre les syndicalistes qui luttent dans les entreprises.

Avec les 8 condamnés de GOODYEAR l'exécutif veut faire un exemple.

Défendre les intérêts des salariés devient ainsi un délit aux yeux de ce pouvoir qui prétend rendre justice dans le pays !

- La CGT Finances publiques dénonce avec force cette atteinte aux libertés fondamentales.
- Avec toute la CGT et tous les citoyens qui sont épris de justice et de liberté, elle exige la levée immédiate des poursuites.
- Elle soutient la proposition de créer partout des comités de défense pour les droits et libertés pour rassembler et mobiliser l'ensemble des salariés et de la population civile.
- Elle appelle les agents des Finances publiques à s'associer toutes les initiatives allant dans ce sens et à participer à tous les rassemblements et manifestations pour exiger le respect des droits et libertés individuelles et collectives.
- Elle participera à la construction de la mobilisation de l'ensemble des salariés, retraités, privés d'emplois dans toutes les initiatives pour défendre nos camarades de Goodyear.

Montreuil 25/01/ 2016

**Syndicat national
CGT Finances Publiques**

- Case 450 ou 451
- 263 rue de Paris
- 93514 Montreuil Cedex
- www.financespubliques.cgt.fr
- Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr
- dgfip@cgt.fr
- Tél : 01.55.82.80.80
- Fax : 01.48.70.71.63

**LE 26 JANVIER 2016,
TOUS ET TOUTES EN GREVE
ET DANS LES MANIFESTATIONS !**

